

**La dernière Lettre de la Représentation militaire de la France à l'UE aborde le concept de la « guerre hybride » (très en vogue à la suite de la crise russo-ukrainienne, comme si on venait de découvrir qu'une guerre se conduit sous des formes multiples, dans des dimensions à la fois militaires et civiles). La conclusion que l'on en tire est édifiante à plus d'un titre. Dans le contexte UE-OTAN d'abord, le thème de la guerre hybride est exploité à fond pour accélérer la tendance, de moins en moins dissimulée, d'un rapprochement/fusion, forcément très déséquilibré, entre les deux organisations. Du côté de la France, on a l'impression que ce n'est pas un hasard si, réintégré dans l'OTAN, elle avait fini par se faire représenter désormais, elle aussi, par une seule et même personne à la fois à l'UE et dans l'Alliance.**

A la lecture de la Lettre, on a la confirmation qu'entre les deux casquettes du Représentant militaire français, l'harmonie est parfaite. Ce qui n'est pas nécessairement si bonne nouvelle. En effet, le message de la RMF UE est exactement le même que celui que le secrétaire général délégué de l'OTAN, l'américain Alexander Vershbow, venait faire passer le 5 mars 2015 à Riga, à la Conférence interparlementaire pour la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne (PSDC). Le même raisonnement, la même conclusion, et qui sent le « made in Washington » - au point que l'on commence à se poser des questions sur l'autonomie d'appréciation et de réflexion.

D'après Vershbow, « *la nécessité d'une coopération encore plus étroite entre l'OTAN et l'Union se fait plus pressante que jamais* », ajoutant que les deux organisations devraient « *coordonner davantage leurs approches en vue de contrer la guerre hybride, de dénoncer la propagande et la désinformation, et de défendre nos valeurs démocratiques communes* ». Il a souligné que « *toute réponse à des menaces hybrides devait être 'multiforme', et que l'OTAN et l'Union européenne devaient combiner l'usage de la 'force dure' et de la 'force douce'* ». »

Surprise, surprise : la Lettre de la RMF UE arrive à une conclusion identique. Avec le « French touch » en plus, mais un « French touch » plutôt atlantiste. En se posant « *la question de la réponse nécessaire aux menaces hybrides* », la Lettre observe « *qu'il faut initialement noter que l'OTAN, pilier de notre défense collective, n'a pas à sa disposition les outils qui lui permettent de réagir à une telle menace et qu'une coordination suffisante avec les institutions disposant de ces outils, en particulier l'UE, fait pour le moment défaut. Cette carence a donc été utilisée comme une faiblesse dans le cadre de la crise ukrainienne.* »

Une « faiblesse », rien que ça, à savoir le fait de ne pas avoir mis les moyens de l'UE au service de l'OTAN. Une OTAN où le la est donné par Washington, appuyé et acclamé par le chœur de nouveaux Etats membres, sur fond de russophobie virulente. Il faut dire que les « stratèges » de l'Alliance rêvent depuis fort longtemps de faire passer les instruments civils (financiers, économiques) de l'UE sous le giron de l'US/OTAN. Ce ne serait rien d'autre que le fameux « Berlin plus à l'envers »\*, réclamé plus ou moins discrètement, cela dépend des circonstances, par ceux qui souhaitent que l'OTAN prenne définitivement l'ascendant.

C'est en tenant compte de ce contexte qu'il convient d'apprécier le petit passage de la Lettre de la RMF UE. Il est l'exemple type du nouvel argumentaire atlantiste, devenu infiniment plus subtil depuis que la France y apporte, elle aussi, son esprit. A la place de l'habituel éloge de l'OTAN et le tout aussi habituel mépris pour la PSDC, on préfère mettre en avant les limites de

l'Alliance (sans oublier d'y ajouter quand même qu'elle est le pilier de notre défense) et mettre en valeur l'extraordinaire richesse des instruments de l'Union européenne. La conclusion s'impose (presque) d'elle-même.

Une meilleure coordination serait donc nécessaire, soi-disant. Sauf que, contrairement à ce que ce raisonnement laisserait entendre, la réalité des rapports de force et la réalité des affinités atlantistes des Etats membres font qu'une telle « coopération » entre l'UE et l'Alliance impliquerait mécaniquement la soumission collective des institutions européennes à la ligne fixée par Washington/OTAN. Le comble, c'est que la Lettre semble déplorer que ce ne soit pas encore le cas. En effet, si cette « carence » n'existait pas, si l'Amérique n'était pas contrainte d'opérer par des moyens obliques (soit par des [pressions](#) soit par [l'entrisme](#)), les choses auraient été beaucoup plus simples dans la crise ukrainienne. Et l'escalade beaucoup plus rapidement atteinte.

-----

\* Le nom fait référence à l'accord Berlin plus OTAN-UE, de 2002, qui permet, en principe, une mise à disposition des moyens militaires de l'OTAN pour les opérations de l'UE. Une manœuvre envisagée à l'époque surtout pour étouffer dans l'œuf les vellétés d'autonomie de la politique de défense européenne nouvellement créée.